

*Les subsides*

● (1620)

Un grand nombre de jeunes s'attendaient à faire carrière dans le domaine de l'enseignement. Aujourd'hui, ils s'aperçoivent—et j'ai un gendre et une fille dans cette situation—qu'ils ne peuvent pas toujours poursuivre cette carrière au moment, et à l'endroit qu'ils souhaitaient ni avec la rémunération qu'ils espéraient toucher. Voilà pourquoi ils doivent examiner différentes options. De bien des manières, c'est ce que fait la jeunesse de notre pays. Par exemple, s'ils se rendent compte qu'ils ne pourront enseigner à Thunder Bay pour une raison ou pour une autre, ils savent qu'ils doivent chercher ailleurs. C'est ce qui arrive dans le cas que j'ai mentionné. Les diplômés d'une faculté de génie se rendent compte qu'ils ne peuvent exercer leur métier en ce moment et ils envisagent d'autres possibilités.

Avant d'en arriver à quelques-unes des mesures positives prises par le gouvernement, je crois que ces temps difficiles nous ont tous appris une rude leçon. Les temps ont changé et les choses également. Les Canadiens doivent trouver de nouvelles façons de mener leurs affaires. Les Canadiens d'aujourd'hui n'ont pas tellement changé depuis l'époque de la crise alors qu'ils ont dû faire des prodiges ne serait-ce que pour arriver à se nourrir. Selon moi, les Canadiens sont des gens solides, et nos jeunes également.

A titre de gouvernement, nous devons créer un climat permettant à nos jeunes de trouver des débouchés grâce à un travail acharné. Nous devons adopter une politique qui créera de nombreux emplois et qui permettra au secteur privé d'être florissant. Il faut établir de meilleures relations entre les divers niveaux du gouvernement—fédéral, provincial et municipal. Parfois, nous nous préoccupons tellement en tant qu'hommes politiques, du fonctionnement de notre assemblée, que nous en oublions nos collègues des autres Chambres. Cela vaut à tous les échelons. Nous devons trouver de meilleures façons de réaliser cet objectif.

Suite aux réunions de notre caucus au Québec et à Terre-Neuve, le gouvernement a créé un ministère d'État à la Jeunesse. Le ministre est intervenu tout à l'heure. L'opposition ne veut pas attacher d'importance à cette décision. Or, c'est l'indice que le gouvernement reconnaît que le problème a pris de l'ampleur. En fait, de nombreux ministres cherchent des moyens de créer des débouchés. Nous savons maintenant que nous devons prendre plus d'initiatives dans l'intérêt de nos jeunes qui sont notre avenir. Le gouvernement a nommé un ministre d'État à la Jeunesse, afin qu'il prenne des initiatives destinées notamment à favoriser la création d'emplois pour les jeunes, qu'il participe à la coordination des efforts d'autres ministres qui sont en mesure de créer des emplois et qu'il s'assure qu'ils tiennent compte des difficultés éprouvées par nos jeunes.

Dans un moment, je parlerai d'énormes sommes d'argent. Malheureusement, parfois on a tendance à croire à la Chambre que pour régler le problème du chômage, notamment chez les jeunes, il suffit de le poser et d'y consacrer beaucoup d'argent. Ce n'est pas aussi simple que cela. On pourrait croire que 1.38 milliard permettrait de résoudre le problème. Cette somme sera très utile, mais elle ne fera pas disparaître toutes les difficultés. C'est justement pour essayer de résoudre ce problème que nous avons annoncé en décembre dernier la création de la Caisse Perspectives-jeunesse, qui a été suivie par

certaines initiatives qui figuraient dans le budget du ministre des Finances (M. Lalonde). Nous utilisons les deniers publics, afin d'essayer, par l'entremise de programmes comme la Caisse perspectives-jeunesse, d'offrir aux jeunes plus d'occasions de travailler directement dans des entreprises parrainées par le gouvernement et de prêter main-forte au secteur privé, en lui signalant que nous reconnaissons qu'il investit autant que le gouvernement dans la jeunesse de notre pays et que nous devrions unir nos efforts.

Je le répète, nous avons institué la Caisse Perspectives-jeunesse l'an dernier. On y a récemment ajouté 131.5 millions de dollars qui serviront à financer toute une variété de programmes d'emplois nouveaux et déjà existants pour les jeunes. On reproche au gouvernement de combiner et d'assortir des programmes, d'annoncer des mesures déjà annoncées et ainsi de suite. Le gouvernement tâche de revoir tous les programmes pour s'assurer que ceux qui sont déjà en œuvre donnent de bons résultats, pour leur ajouter des mesures appropriées pour rendre les programmes existants plus efficaces, et pour contribuer à créer de nouvelles initiatives.

Quand on est dans l'opposition, je suppose qu'on a tendance à faire comme cela se passe autour d'une table à café ou d'une table de bridge et à résoudre tous les problèmes du Canada après une heure de discussion en termes très simplistes. L'opposition exhorte le gouvernement à prendre des mesures concrètes, à proposer un programme global. Je suis persuadé que c'est exactement ce que s'efforcent de faire notre ministre ou n'importe quels ministres au pouvoir, c'est-à-dire de trouver une bonne idée qui réussira de manière bien simple à remédier à tous les problèmes du pays. Ce n'est malheureusement pas ainsi que les choses se passent dans la réalité. Il faut toute une variété de mesures. Il nous faut les combiner pour maximiser les efforts déployés par les Canadiens pour créer plus d'emplois. Mais je reconnais que le chômage chez les jeunes est le sujet dont nous parlons aujourd'hui, aussi vais-je revenir en un certain sens à mon point de départ.

Outre les choses du genre de celles dont j'ai déjà parlé, le gouvernement a également mis en œuvre le Programme Accès-carrière qui donnera à quelque 78,000 jeunes une occasion d'acquérir une expérience de travail sur le tas. Nous avons environ 455 bureaux de placement pour étudiants établis d'un bout à l'autre du pays qui contribueront à trouver de l'emploi à environ 333,000 jeunes Canadiens. Compte tenu de tout cela, il faut conserver une attitude qui transcende de temps à autre les intérêts mesquins et l'esprit de parti. Il faut reconnaître que nous avons tous le devoir de conserver une attitude qui contribuera à créer des emplois pour les jeunes, les moins jeunes et les plus vieux—la confiance que les Canadiens doivent garder fondamentalement en leur pays. Cette confiance existe, mais elle finit par s'effriter quand les prophètes de malheur ne cessent de prétendre jour après jour à la Chambre que le ciel va demain nous tomber sur la tête.

Je ne m'attends pas à ce que les députés de l'opposition disent que nous accomplissons un travail formidable, mais je m'attends à ce qu'ils suggèrent dans un esprit plus positif des moyens de soulager les maux des jeunes chômeurs canadiens. Les députés d'en face font certes de leur mieux chacun dans sa circonscription pour tirer parti des programmes de création